

JEAN-PAUL FITOUSSI

L'Europe, le chômage et 1992

Chacun avait l'explication, et chacune fut expérimentée en laboratoire. Les résultats furent pourtant ambigus, car les conducteurs des expériences, tout à leur volonté de bien faire, oublièrent — Dieu merci — de reproduire toutes les conditions de la théorie et les princes qui nous gouvernent utilisèrent une rhétorique qui ne correspondait qu'exceptionnellement à leurs actions. Nos puissants cousins d'Amérique annoncèrent solennellement au monde entier qu'ils allaient désormais laisser la main invisible accomplir son œuvre bienfaisante, faire cesser les interférences de l'administration dans les affaires privées : au nom de quoi ils subventionnèrent massivement la dépense de leurs concitoyens. Dans les divers royaumes d'Europe l'événement fit grand bruit, mais seul le discours fut entendu : il fallait libérer les forces productives privées, réduire l'embonpoint des Etats, inciter à l'effort en baissant les salaires et au dynamisme en diminuant les subventions. La population applaudit aux prouesses des grands argentiers, tira fierté des grands équilibres retrouvés, s'enorgueillit de la bonne tenue des monnaies, mais resta perplexe : le conseiller Walras n'avait-il pas affirmé que le citoyen rationnel était celui qui maximisait son utilité, ou qui minimisait l'effort pour atteindre un niveau d'utilité donné ? Les princes se firent alors pédagogues et les Européens comprirent enfin l'économie. C'est une fonction d'utilité intertemporelle qu'il s'agissait d'optimiser : les sacrifices des uns aujourd'hui feront la prospérité d'autres demain. Certains mauvais esprits pourtant, sans parler trop fort pour ne pas rompre le consensus retrouvé ou par crainte d'être parmi les rares à ne pas avoir compris, laissaient poindre leur scepticisme : et pourquoi, messieurs les princes d'Europe, accepte-t-on le désœuvrement de tant

de nos semblables qui souhaitent instamment se sacrifier en travaillant pour les générations futures ? L'effort national ne produirait-il pas davantage de fruits si tous y participaient ? Et pourquoi la monnaie serait-elle plus faible si l'on travaillait plus ? Enfin pourquoi ne fait-on pas comme nos cousins d'Amérique ?

J.-P. Fitoussi et P.-A. Muet¹

La question de savoir s'il faut aller de l'avant dans la construction européenne n'est pas à l'ordre du jour. Peut-être le fut-elle il y a plus d'une décennie. Aujourd'hui le décor est planté, il faut suivre le chemin. La prochaine étape est celle de « l'achèvement du grand marché intérieur ». Elle apparaît bien mystérieuse à beaucoup et suscite tout à la fois crainte et espoir.

Ce grand dessein peut être diversement interprété. Son orchestration est trop bruyante pour que l'on puisse songer qu'il ne procède que du cours normal des choses, de la dynamique propre de l'évolution vers davantage d'intégration. Est-il une réponse aux problèmes majeurs que connaissent les économies européennes ? Est-il au contraire un succédané, une action que l'on mène pour que ne soient pas perçues toutes celles que l'on ne conduit pas ? Je laisserai au lecteur le soin de faire sa religion à partir des éléments de réponse que je tenterai d'apporter.

Depuis 1974, mais plus encore depuis 1979, l'Europe fut sous

Taux de chômage
(en pour cent)

Pays	1929	1933	1937	...	1979	1983	1987
Royaume-Uni	7,3	14,1	7,8		4,7	11,6	11
Belgique	1,9	20,4	13,8		8,4	14,3	12,4
RFA	9,3	26,3	4,6		3,3	8,4	8,1
France	1,2 ⁽¹⁾	4,3 ⁽²⁾	3		6	8,9	11,3
Suède	10,2	18	10,9		2,1	3,5	2
Etats-Unis	1	24,9	13,2		5,8	9,6	6

⁽¹⁾ Taux de chômage en 1926.

⁽²⁾ Taux de chômage en 1936.

1. La très remarquable histoire des liaisons mouvementées entre faits, théories et politiques — un conte immoral —, in *La France dans l'économie mondiale depuis 1967*, sous la direction de Jean-Marcel Jeanneney, Le Seuil, à paraître.

influence, le jouet d'événements sur lesquels elle ne put ou ne voulut avoir aucune prise. On en sait les conséquences, la montée (ir)résistible du chômage et le niveau anormalement élevé où il s'est stabilisé. A en juger selon ce critère, la dépression des années quatre-vingt est pour l'Europe la plus profonde et la plus longue qu'elle ait connue depuis les années trente. C'est ce que montre le tableau comparatif des deux grandes dépressions (voir page ci-contre).

Pourtant le plein emploi est le seul objectif indiscutable d'une société démocratique. Il n'existe aucune querelle doctrinale sur ce point, alors que l'urgence et la nécessité des autres objectifs de la politique économique — stabilité des prix, équilibre extérieur — dépendent des lieux et des temps et sont diversement appréciées par les écoles de pensée. Aussi la montée du chômage témoigne tout autant d'un échec politique que d'un problème économique.

LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE

Le problème économique fut celui de l'adaptation aux différents chocs qui ont ponctué les dix dernières années : le second choc pétrolier certes mais aussi et surtout, l'élévation historique des taux d'intérêt et l'appréciation considérable du dollar². Notons, pour y revenir plus tard, que de ces trois chocs, seul subsiste aujourd'hui le second.

Chacun de ces événements eut des conséquences inflationnistes. Cela est évident pour l'augmentation du prix du pétrole et l'appréciation du dollar : l'une et l'autre engendrent une détérioration des termes de l'échange européen, c'est-à-dire une augmentation du prix en monnaie européenne des marchandises importées. Cela l'est moins pour la hausse des taux d'intérêt qui agit sur les prix au travers de deux canaux. L'un, direct, est l'augmentation des coûts de production qu'elle suscite. L'autre, indirect, est qu'elle induit les entreprises à augmenter leurs marges de profits (et donc leur prix pour un coût de production donné). La hausse des taux d'intérêt s'analyse comme une dépréciation du futur pour la société dans son ensemble. Pour renoncer à un pouvoir d'achat présent il faut une compensation beaucoup plus forte dans l'avenir. Pour accéder à une consommation immédiate on est disposé à sacrifier davantage en termes de consommation future. Dès lors toutes les

2. Cf. J.-P. Fitoussi et E. S. Phelps, *The Slump in Europe*, Basil Blackwell, Oxford et New York, 1988.

formes d'investissement en pâtissent, y compris l'« investissement » en part de marché : un resserrement des marges bénéficiaires aujourd'hui conduit demain à des parts de marché et donc à des profits plus élevés ; mais si le présent est préféré au futur c'est le profit d'aujourd'hui que l'on souhaite accroître, les marges et les prix présents que l'on augmente.

Le cumul de ces conséquences inflationnistes ne pouvait qu'exacerber la volonté des gouvernements européens de lutter sur le front des prix. Mais l'Europe n'a pas l'autonomie de politique économique qu'exige la solution de ses problèmes. Elle est une mosaïque de pays et l'économie de chacun est trop ouverte pour qu'il puisse disposer d'une réelle liberté de décisions dans les domaines budgétaire et monétaire, alors même que l'ensemble européen est aussi fermé que les Etats-Unis et le Japon.

Faute donc de pouvoir s'opposer à une hausse des taux d'intérêt qui venait d'Amérique, les pays européens se mirent à conjuguer l'austérité. L'appel à la vertu, à l'effort et au surcroît de rigueur qui caractérisa leurs politiques ne fut que la reconnaissance que le roi était nu. Les gouvernants qui n'avaient que le mot Europe à la bouche, veillaient aussi jalousement sur ce qu'ils croyaient être leur autonomie. Ils reprochaient aux grandes nations de conduire de grandes politiques en oubliant qu'ils auraient pu faire de même si seulement ils avaient accordé leurs actes à leurs discours.

En un sens, leurs préférences révélaient aussi une dépréciation accrue du futur puisqu'elles les ont conduit à privilégier les objectifs de court terme — une désinflation rapide et l'équilibre extérieur — aux dépens de l'avenir — l'investissement public et l'emploi des jeunes. Certes l'avenir n'est jamais absent du discours politique. Mais quelle sorte d'avenir prépare-t-on si le sacrifice pèse de façon prépondérante sur celles des générations futures qui sont avec nous ? (Le taux de chômage des 15-24 ans est actuellement en France de 22 %.)

En défense, il est possible d'invoquer que les choix politiques des gouvernements européens furent contraints : il n'y avait pas d'alternative. La stratégie non coopérative suivie par les Etats-Unis (hausse des taux d'intérêt et appréciation du dollar) était irrésistible. Les politiques conduites en Europe étaient dès lors plus subies que voulues. Aucune relance n'était possible. Le niveau élevé des taux d'intérêt constitue un obstacle majeur à la croissance. Il pèse sur la politique budgétaire, en conférant à l'endettement public un caractère intrinsèquement cumulatif, et aggrave la « contrainte extérieure » en rendant explosif tout endettement exté-

rieur. Mais le niveau des taux d'intérêt dans chaque pays dépend aussi de ses propres choix de politique monétaire et de change. Et il en va *a fortiori* de même pour ce qui est de la « contrainte extérieure ». Des choix de priorité différents en Europe et une gestion différente du SME sont concevables, qui permettraient un desserrement de ces deux contraintes financières. En tout état de cause, la force de ces contraintes dépend pour beaucoup de l'orientation désinflationniste des politiques.

Soit, mais on peut invoquer un autre argument en défense. Le taux de chômage compatible avec un taux d'inflation stable aurait augmenté régulièrement depuis le premier choc pétrolier, contraignant les gouvernements à adopter des politiques économiques de plus en plus restrictives pour seulement éviter une accélération continue de l'inflation. Les raisons seraient à rechercher dans les multiples rigidités qui paralysent la capacité d'adaptation des économies européennes. Non seulement la rigidité des aspirations salariales, mais toutes celles qui « ossifient » le marché du travail : salaire minimum, réglementation du droit de licenciement, indemnités de chômage trop généreuses, resserrement et structure rigide de l'éventail des salaires (qui expliquent notamment la croissance du chômage des jeunes) ; faible mobilité du travail, désajustement structurel entre qualification et emploi, etc. C'est la thèse de l'Euro-sclérose. L'Etat protecteur, construit patiemment dans la période faste de l'après-guerre, se révèle être inhibiteur de croissance, générateur de chômage et d'inefficience. La succession d'événements défavorables des années soixante-dix et quatre-vingt frappa de plein fouet un corps sclérosé, incapable d'ajustements. Seule une déréglementation généralisée redonnerait vigueur aux forces spontanées de régulation qui caractérisent les marchés libres.

Mais l'hypothèse d'Euro-sclérose relève en partie du lieu commun et pour le reste de cette croyance des économistes — partagée, mais seulement pendant de courtes périodes, par les hommes politiques — en l'existence d'un monde meilleur (walrasien), libre parce que sans frictions. De tous les pays considérés dans le tableau précédent, la Suède, dont la sclérose aurait dû être mortelle, est le seul qui ait échappé au chômage de masse. Avant d'affirmer que la dérégulation n'aurait que des effets favorables, il faudrait analyser les raisons pour lesquelles les réglementations furent introduites. Leur suppression ne risque-t-elle pas d'engendrer l'instabilité ? L'exemple des marchés financiers devrait au moins porter au doute.

UN ÉCHEC POLITIQUE

Une réponse existe pourtant et elle témoigne de ce que la montée du chômage fut un échec politique. Les pays européens, en dépit d'une coordination par le Système monétaire européen (SME), furent (et sont ?) incapables de coopération. La lutte contre l'inflation était inévitable mais elle fut trop coûteuse en termes de croissance et d'emploi. Quel que soit le jugement que l'on porte sur l'histoire récente, on ne peut qu'être frappé de l'ampleur de l'évolution qui conduit aujourd'hui les gouvernements européens à tolérer le chômage de masse, à ne plus tolérer l'inflation et encore moins le déséquilibre extérieur. Même s'ils disposaient de marges de manœuvre réduites, il demeure que depuis le début des années quatre-vingt, l'ordre des objectifs de la politique économique aura été inversé : non seulement l'équilibre extérieur et la désinflation deviennent prioritaires mais les actes, les faits et les discours se rejoignent pour signifier que l'emploi et la croissance ne peuvent plus être l'objet d'une politique macro-économique. C'est ainsi que la désinflation est mise au crédit de l'action gouvernementale, alors que l'aggravation continue du chômage est vécue comme une contrainte ou une donnée de fait que la politique économique est impuissante à combattre. Cette attitude témoigne d'un changement, à certains égards radical, en Europe, alors que de l'analyse des vingt-cinq dernières années se dégage l'impression d'une grande continuité dans les choix politiques aux Etats-Unis et au Japon³.

Plus encore, ces choix européens semblent transcender les changements dans l'environnement des politiques économiques. Depuis près de quatre ans, les circonstances extérieures — baisse du dollar, du prix du pétrole, volonté des Etats-Unis d'abaisser les taux d'intérêt — ont largement accru les marges de manœuvre des politiques économiques en Europe. Et pourtant, ces dernières n'ont pas été infléchies ! Les politiques restrictives ne semblent plus avoir le caractère conjoncturel qu'elles possédaient dans le passé ; elles deviennent structurelles. La reprise en cours ne leur doit rien ou presque, ce qui explique qu'elle ait autant surpris. Elle procède d'une réaction spontanée et qui était prévisible de la dépense privée à une succession d'événements favorables : l'amélioration des termes

3. Cf. J.-P. Fitoussi et J. Le Cacheux, Ruptures et continuité dans l'orientation des politiques macro-économiques de l'OCDE, *Observations et diagnostics économiques, Revue de l'OFCE*, n° 22, janvier 1988.

de l'échange européen et la bonne tenue de la demande mondiale, conséquences notamment du contre-choc pétrolier. (L'ironie est que l'accélération de la désinflation depuis 1986 doit plus au premier de ces événements qu'aux politiques restrictives.)

Or il se trouve que l'inversion de la hiérarchie des objectifs de la politique économique peut entraîner à davantage de restriction qu'il n'est nécessaire et donc à moins de croissance et d'emploi.

La recherche prioritaire de l'équilibre (ou du suréquilibre) extérieur incite à favoriser les exportations et à réduire les importations. Lorsqu'une telle stratégie est poursuivie par plusieurs pays, elle aboutit évidemment à une contradiction : tout le monde ne peut à la fois exporter davantage et importer moins. Chacun des pays enregistre alors une baisse de ses exportations, ou une croissance moins forte qu'il ne le prévoyait, ce qui le conduit à restreindre davantage encore ses importations par une action restrictive sur la demande intérieure, contribuant ainsi à l'aggravation de la contrainte extérieure de ses partenaires. Un équilibre à « basse pression », non coopératif, s'établit alors où tout le monde perd faute d'une action expansive coordonnée. Cet équilibre peut perdurer car aucun des participants n'a d'intérêt à se singulariser par une relance isolée. Dans une économie fortement ouverte sur l'extérieur, une telle relance est très coûteuse budgétairement : en raison de la forte croissance des importations qu'elle suscite elle n'a que peu d'effet sur le revenu national et donc sur l'augmentation des recettes fiscales qui accompagne la croissance de ce dernier. Elle se traduit par un déficit budgétaire et un déséquilibre extérieur accrus pour le pays qui en prend l'initiative et au contraire par une réduction de l'un et de l'autre pour les autres pays. L'intérêt bien compris de chacun est donc d'attendre que son voisin se lève le premier. A ce petit jeu l'ensemble des pays peut rester longtemps à terre. Pourtant le bénéfice à attendre d'une relance coordonnée dans les pays de la CEE est important. Elle ne dégraderait que marginalement les comptes extérieurs et le déséquilibre financier car la plus grande part du commerce de ces pays est intra-européen. La propension à importer de l'Europe considérée comme un tout n'est pas sensiblement différente de celle des Etats-Unis ou du Japon.

Pour la même raison, la recherche simultanée d'un surcroît de compétitivité par la rigueur salariale aboutit à une contradiction : son seul effet est de contracter la demande dans tous les pays et de réduire leurs échanges.

La priorité donnée à la désinflation rapide peut aussi aboutir à un résultat pervers. Dans un système de change flexible un bon

moyen d'y parvenir est l'appréciation du taux de change. Elle provoque une baisse du prix des produits importés pour le pays qui en bénéficie, ce qui contribue à modérer l'évolution des prix à la consommation et des salaires et oblige les producteurs nationaux à réduire leurs marges pour faire face à l'intensification de la concurrence des produits étrangers. Elle accroît au contraire les tensions inflationnistes dans les autres pays et les conduit à adopter des politiques d'austérité pour les juguler. L'exemple des conséquences en Europe de l'appréciation du dollar est caractéristique des résultats d'une telle stratégie. Conduite en plusieurs pays, elle n'aurait pas, bien sûr, l'effet escompté sur le taux de change, mais aboutirait dans chacun d'entre eux à l'adoption de politiques économiques plus restrictives que leur gouvernement ne le souhaite.

Bien que fondée sur d'autres prémisses, l'appartenance au SME a été pour certains pays — ceux à forte propension inflationniste (la France et l'Italie) — le moyen d'obtenir une désinflation plus rapide que leur passé ne permettait d'escompter. L'arrimage à une monnaie « forte », le Deutsche Mark, a pour conséquence une surévaluation du franc et de la lire, ce qui réduit les tensions inflationnistes mais oblige à pratiquer une politique monétaire restrictive pour réduire le différentiel d'inflation de chacun de ces pays avec l'Allemagne, afin d'éviter une trop grande détérioration de leur compétitivité ou une dévaluation⁴. L'activité en souffre certes, mais la convergence des taux d'inflation au sein du SME montre bien que cet objectif a été atteint. L'Allemagne y trouve son compte, car d'une part elle peut conserver son autonomie de politique monétaire — c'est celle de ses voisins qui est réduite — et que d'autre part sa monnaie se trouvant sous-évaluée, elle bénéficie d'un surcroît de compétitivité en Europe. Cette collection d'objectifs nationaux hétérogènes qui fonde le SME peut aboutir à ce que l'évolution des taux d'intérêt soit caractérisée par un phénomène d'hystérésis : ils sont élevés aujourd'hui parce qu'ils le furent hier, alors même que la cause de leur augmentation initiale aurait disparu. Une gestion non coopérative des taux de change pourrait expliquer cette irréversibilité. Faute d'une baisse coordonnée des taux d'intérêt, un pays qui en prendrait seul l'initiative subirait une dépréciation non désirée de sa monnaie qui accroîtrait les tensions inflationnistes dans son économie.

Plus encore, parce que l'asymétrie dans le fonctionnement du

4. Cf. J. Le Cacheux et F. Lecointe, Les contradictions du Système monétaire européen, *Lettre de l'OFCE*, décembre 1987.

SME confère au Deutsche Mark plutôt qu'à l'ÉCU plusieurs des attributs d'une monnaie internationale, toutes les opportunités qu'offrait à l'Europe la dépréciation du dollar n'ont pas été saisies. La baisse du taux de change de la monnaie américaine est en effet synchrone d'une demande accrue de Marks, parce que les marchés en prévoient l'appréciation. Cette anticipation est logique dans la mesure où les échanges extérieurs de l'économie allemande sont structurellement excédentaires. L'existence de taux de change fixes au sein du SME limite l'appréciation du taux de change effectif du Mark, mais à quel prix ! Les économies européennes contre leur volonté apparente — et cela est manifeste pour la France — se voient contraintes d'augmenter leur taux d'intérêt alors même que le retour sur terre du taux de change du dollar offrait à l'Europe dans son ensemble l'occasion d'une baisse des taux. Sait-on qu'aujourd'hui les taux d'intérêt réels de long terme sont en Allemagne supérieurs à ce qu'ils sont aux Etats-Unis, mais bien inférieurs à ce qu'ils sont en France ? A cela trois solutions données par ordre de préférence et de difficulté croissantes :

- laisser le Deutsche Mark s'apprécier par rapport à toutes les monnaies ;
- recycler en Europe les excédents extérieurs allemands, pour éviter que les autres pays ne restreignent par trop leur masse monétaire ;
- ou créer une monnaie européenne unique, ce qui permettrait de partager les effets favorables de l'appréciation tout en évitant que certains pays n'aient à augmenter leur taux d'intérêt.

En attendant, la politique monétaire des pays européens est sous double influence : celle d'une monnaie en mal chronique d'appréciation, le Deutsche Mark ; celle de marchés internationaux de changes dont l'expérience a abondamment montré que leur caractéristique essentielle était d'être spéculatifs et donc fréquemment en disharmonie avec les déterminants fondamentaux de l'activité économique réelle. Si l'une des trois solutions évoquées n'était pas mise en œuvre, on pourrait longtemps attendre une baisse durable des taux d'intérêt réels en Europe.

1992

Voilà donc l'Europe engluée dans une stratégie non coopérative mais coordonnée. Le SME est certes propice à la désinflation mais il ne permet pas, dans son fonctionnement actuel, que s'expriment,

compte tenu de la prééminence du Mark, des différentiels de croissance trop prononcés ou durables entre pays européens. Pourtant leurs perspectives d'évolution démographique sont différentes, et ainsi doit-il en être de leurs perspectives de croissance : il faut que le progrès économique soit en harmonie avec les ressources humaines.

L'achèvement du grand marché intérieur est-il le moyen de résoudre à la fois le problème du chômage et celui de la coordination des politiques économiques ? Ce que l'on attend de davantage d'intégration, c'est une efficacité économique accrue. Depuis Ricardo, on sait que le commerce international est avantageux et que l'ouverture des frontières permet de dégager un surplus net à répartir entre tous les pays. On sait aussi que la compétitivité n'est pas un problème micro-économique. Pour bénéficier d'une part de ce surplus, il n'est ni nécessaire, ni suffisant que le pays qui s'adonne au commerce international ait un avantage absolu de compétitivité. Si tel n'était pas le cas, il n'y aurait jamais d'échanges portant sur des produits transformés entre pays dont les niveaux de développement sont différents.

Depuis, la théorie économique a permis de mettre en relief l'existence d'avantages distincts de ceux liés à la spécialisation internationale. Dès lors que le processus d'intégration concerne des pays dont le niveau technologique et les dotations en facteurs ne sont pas fondamentalement différents — ce qui est le cas pour beaucoup de pays européens —, ces avantages sont particulièrement importants. Il s'agit pour l'essentiel des économies d'échelle et de la rationalisation de la production que provoque l'accroissement de la taille du marché. Les premières résultent de l'existence de rendements croissants dans beaucoup d'activités : l'augmentation de la production permet ainsi une baisse des coûts. Plusieurs secteurs sont d'autre part caractérisés par une structure oligopolistique. L'intensification de la concurrence engendrée par l'ouverture des frontières incite alors à la rationalisation.

Plus généralement la libéralisation des marchés devrait permettre aux ressources de s'investir là où leur productivité est la plus grande : il faut donc attendre un surcroît d'efficacité de l'intégration des marchés financiers et du travail. Cela, bien sûr, à condition que des distorsions, d'ordre fiscal notamment, ne viennent pas dissocier rentabilité économique et rentabilité financière⁵. A condition aussi

5. Sur les conséquences de l'intégration, on se référera à l'excellent article de P. Krugman, L'intégration économique en Europe : problèmes conceptuels, annexe au rapport : *Efficacité, stabilité, équité* du groupe de travail de la Commission des Communautés européennes, présidé par T. Padoa-Schioppa, avril 1987.

que les effets pervers d'une concurrence accrue soient compensés par des politiques régionales appropriées. Autrement l'intégration pourrait aboutir à un résultat contraire à son projet.

En raisonnant à long terme et en négligeant les coûts d'adaptation à court terme inhérents au processus d'intégration — mais on peut espérer que des politiques d'adaptation judicieuses seront conduites —, tous les avantages que nous venons de souligner devraient se cumuler et aboutir à une élévation du taux de croissance *potentiel* des économies européennes : l'intégration de l'Europe du Sud à la CEE devrait permettre aux avantages issus de la spécialisation de se réaliser ; le surcroît d'intégration des pays de l'Europe du Nord devrait susciter économies d'échelle et rationalisation, etc.

Le problème pourtant n'est pas qu'en Europe la croissance potentielle soit trop faible mais que la croissance effective lui soit bien inférieure. C'est très exactement ce que signifie l'existence d'un chômage élevé. Il serait, bien sûr, ridicule de s'opposer au projet d'achèvement du grand marché intérieur au motif qu'il n'aurait pour effet que d'ouvrir le champ du possible. Cela est bien et porteur d'avenir. Mais il faut inlassablement répéter que la question essentielle aujourd'hui est que les possibilités existantes ne sont pas pleinement exploitées. Loin s'en faut.

Or il se trouve, et c'est l'évidence, que la réalisation de ce projet conduira à une interdépendance accrue entre les économies européennes, ce qui loin de résoudre le problème de la coordination des politiques macro-économiques risque de l'aggraver. Plus que jamais les effets de la politique budgétaire s'inscriront sur les comptes extérieurs. Plus que jamais la politique monétaire sera sous influence en raison de l'intégration des marchés financiers et donc de l'aisance accrue des mouvements de capitaux.

Si l'Europe aujourd'hui est une contrainte, c'est en dehors de tout idéal, que l'on perçoit les effets pervers que peuvent avoir les politiques nationales dans un monde interdépendant. Accroître l'interdépendance des marchés ne conduit à des avantages certains que si les politiques nationales deviennent plus coopératives. Ce qui revient à dire qu'il faudra aussi tirer les enseignements de l'interdépendance croissante des politiques et imaginer des institutions qui permettront de les déterminer collectivement afin de leur permettre de mieux atteindre les objectifs fondamentaux que chacune ne peut plus poursuivre isolément.

A la question que je posais en introduction deux réponses sont possibles. Le pessimiste, se fondant sur le passé récent, dira que le seul avènement de 1992 n'est pas en mesure de résoudre le problème

du chômage puisque le projet n'est pas assorti — jusqu'ici — de dispositions tendant à renforcer la coordination des politiques macroéconomiques en vue du plein emploi. L'optimiste pensera que si effectivement l'achèvement du grand marché intérieur ne s'adresse pas directement au problème, il en accroît à ce point l'urgence (le coût d'une absence de coordination) qu'il en hâtera la solution. L'illusion, technocratique ou libérale, est de croire que l'intégration des marchés ne commande pas celle des politiques.

RÉSUMÉ. — *Le chômage de masse est le problème majeur de l'Europe. Il est en partie la conséquence d'une absence de coordination des politiques macroéconomiques des pays européens. Si « l'achèvement du grand marché intérieur » ne résout pas directement le problème, il en accroît l'urgence parce qu'il augmente le coût en termes d'emploi de la non-coordination.*

Jean-Paul FITOUSSI. — **Europe, unemployment and 1992.**

The major problem confronting Europe is mass-unemployment, which is in part due to the non-cooperative strategy pursued by the European countries. Will the prospect of 1992 help to solve both of these problems ? The answer is that nothing in the design of the « Great Market » addresses the question of macroeconomic policy coordination, although its implementation will greatly increase the unemployment cost of non-coordination.